

# Le problème de la pollution de l'eau à Saigon

Le touriste international – vous, peut-être – trouve normal d'avoir sa douche chaude ou froide d'eau saine en arrivant dans son hôtel à Saigon, de nos jours. En fait, c'est un véritable privilège, pour l'unique raison que la pollution de l'eau à Saigon est devenue un problème parmi les plus dangereux que la municipalité doit résoudre, et de façon urgente.

Plantons le décor : le cercle géographique de diamètre de 100 km ayant Saigon comme centre représente 40% du produit brut national vietnamien. Avec cette activité économique effrénée, les producteurs utilisent massivement les ressources aquatiques de la région, soit principalement le fleuve Dông Nai et ses affluents – dont la rivière Saigon (sông Sai Gon) - avec pour conséquence une diminution de l'eau utilisable pour la population, et sa pollution croissante. En effet, les déchets des zones d'activité industrielle sont massivement rejetés dans les cours d'eau sans traitement préalable, le souci dominant de ces zones d'activité économique étant de rentabiliser au maximum l'outil de production, sans pensée aucune pour l'environnement. De plus, la rivière de Saigon est en permanence polluée au pétrole à cause de l'activité du port, tant en amont qu'en aval. Et pire, la rivière Thi Vai, un autre affluent du fleuve Dông Nai, est devenue un "un cours d'eau mort" d'où se dégagent des odeurs pestilentielles », comme le note la presse officielle (CVN avril 2008)



*Conduite d'eau corrodée, d'où perte d'eau*

Il est étonnant de savoir en effet que le Saigonnais ne dispose que du quart (1/4) du volume d'eau individuel disponible par rapport au niveau national. Un peu plus de 150 litres d'eau par personne par jour à Saigon, et parfois partiellement polluée. En effet, pour toute la conurbation, la production d'eau potable n'est que d'environ 1,3 millions de mètres cubes. Bien entendu, la partie éduquée de la population commence à s'en inquiéter, et les autorités municipales et provinciales commencent à ouvrir les yeux, le tout sur un fond de budget non disponible et d'inflation désormais galopante depuis un an.



Les raisons de ce manque d'eau sont multiples, outre celles mentionnées ci-dessus. Le système de distribution d'eau à Saigon et Biên Hoa date du temps des Français, il y a un demi siècle, période durant laquelle seuls des « rafistolages » ont été faits, jusqu'en 1975 puis rien jusqu'en 1986. Les nouveaux quartiers modernes des années 90 et postérieures incluent désormais un réseau de distribution et collecte d'eau, mais ce nouveau réseau *localisé* débouche tout naturellement sur...le vieux système général existant. Et il n'existe pas de vision d'urbanisme général et de développement citadin, ce qu'a relevé déjà notre camarade Phan Van Truong, JJR 64 professeur à la Faculté d'Architecture de Saigon.

*Pose d'une conduite d'eau souterraine en ville*

Mais même sans rien construire de nouveau, on peut pourtant augmenter le volume d'eau potable, car tout réseau de distribution d'eau présente un coefficient de perte (fissures, joints mal serrés etc.) jugé raisonnable s'il ne dépasse pas 10 à 15%. Le réseau saigonnais et de son agglomération a un taux de fuite énorme : 38% (étude effectuée par l'Agence de Gestion des Eaux de Paris, en 2002, à Saigon), plus du double de la norme tolérable. Ramener ce taux à 25% offrirait de l'eau en quantité raisonnable à 1 million de personnes supplémentaires. Ce projet a été défini il y a 4 ans entre la Régie des Eaux de Saigon et une firme française - Vinci - pour une étude sur une zone de 5 kms carrés pendant 9 mois. Par ailleurs la construction d'une nouvelle usine de

production d'eau à Thu Duc a été également décidée, avec une capacité de 300 000 mètres cubes/jour. Tous ces points ont été examinés et décidés entre le Viet Nam et la France depuis 1989. Pourquoi ? Simplement parce que la France possède les compagnies parmi les meilleures au monde pour le traitement et la gestion de l'eau, et parce que la France préfère donner une aide *productive* (128 millions d'euros d'aide au développement non remboursable soit 190 millions de USD, de 1989 à 2005) *profitant à la population directement*.

L'autre aspect est naturellement de sauver les ressources d'eau (cours d'eau et nappes souterraines) mais c'est une autre paire de manches car il y faut d'abord des règles, ensuite de l'argent.

Pour les règles, les autorités locales jouent sur la coopération entre les provinces voisines et la ville de Saigon en renforçant le contrôle des entreprises polluantes. Or ces entreprises le sont toutes, peu ou prou, malgré ce que peut dire Lê Hoàng Quân vice-ministre permanent des Ressources naturelles et de l'Environnement, et ces usines sont la source de rentrées financières de la région. Bras de fer futur ?

*Remplacement d'une partie de conduite rongée*



On pourrait exiger d'appliquer la simple norme ISO 14001 (environnement) par toutes les entreprises, mais on peut être certifié ISO sur des bases non justifiées car il existe malheureusement des possibilités douteuses. La solution est alors de recourir aux services d'auditeurs internationaux eux-mêmes certifiés donc contrôlés et valables, ceci permettant ainsi un début de respect environnemental. Un signe positif néanmoins : il a été décidé qu'en 2009, les usines polluantes devront fermer si elles ne disposent pas d'un système interne de gestion des eaux usées. Mais là encore, on sait que dans la pratique, telle raison ou tel intérêt feront que l'application réelle d'une telle décision prendra de nombreuses années. Et pourtant, cette décision judicieuse et ne coûtant rien aux autorités (qui n'ont pas ou peu de budget pour l'environnement) est déjà un bon début. Par ailleurs, la municipalité (« conseil populaire ») de Saigon veut déménager les entreprises polluantes ; la conséquence en serait la perte pour la ville de taxes substantielles. Une telle décision sera-t-elle vraiment appliquée, et à toutes les entreprises polluantes ?

Mais le danger le moins connu est le risque d'épidémie dû au rejet des déchets des hôpitaux de Saigon, par manque d'argent. Dans une enquête sur 142 établissements on a pu constater que seulement 24 (environ 1 sur 7) ont un système de traitement interne de l'eau. Les hôpitaux saïonnais n'ont simplement aucun budget pour le traitement des eaux usées. Et quand on voit – même maintenant – des gamins se lavant dans les eaux de la rivière de Saigon, on en a froid dans le dos, malgré une certaine forme d'immunisation naturelle. Et ceci sans même parler des 4000 tonnes d'ordures quotidiennes à Saigon, et on parle ici d'ordures *enlevées* effectivement.

Dernier aspect : le personnel spécialisé. Les régies municipales de l'eau au Viet Nam n'ont en fait pas de budget pour la formation, pourtant nécessaire. On se souvient que faute d'argent, certaines municipalités ont simplement offert gratuitement des terrains ou des locaux à des organismes de formation sur l'eau, mais à condition que ces organismes proviennent de l'aide internationale. Un cercle vicieux. A cette époque-là (en l'an 2000) il y avait 14 000 employés dans tout le pays affectés au service de l'eau, pour 76 millions d'habitants. En cette année 2008 et avec une population de 84 millions, il faudrait au moins 50000 (cinquante mille), dont au moins 20% de cadres car le traitement technico-scientifique de l'eau est un domaine complexe. Et à condition d'avoir un système normal et satisfaisant de traitement de l'eau. On est loin du compte. La formation d'une telle masse impliquerait obligatoirement une formation sur place, et en langue vietnamienne. Ceci exigerait un programme de TTT (« teach the teachers », formation de formateurs) pour un relai obligatoire.

Reste l'inattendu catastrophique : avec le réchauffement de la planète, Saigon risquerait d'être simplement sous la surface de l'eau dans 70 à 80 ans selon toutes les sources scientifiques mondiales sérieuses. Cela cèlerait tout le problème. Mais ce serait simplement une chose inhumaine, et l'appauvrissement définitif du pays dès lors amputé de sa région riche. Seul un fou pourrait l'accepter.

**G.N.C.D.**

Quelques sources consultables :

Courrier du Viet Nam - [www.acme-eau.org](http://www.acme-eau.org) - Groupe Vinci, France - Ministère de l'environnement, Service de la recherche et des affaires économiques, France - OIeau.fr office international de l'eau - ONU